L'OPINION

« La sortie d'Olivier Faure a créé un puissant malaise »

4 min • Interview Antoine Oberdorff

« Nous devons rester fidèles à la ligne de conduite des socialistes depuis le discours de Mitterrand à la Knesset en 1982 », implore Jérôme Guedj.SIPA PRESS

APRÈS une sortie tonitruante en réunion de groupe mardi, le député socialiste de l'Essonne Jérôme Guedj charge le premier secrétaire du PS auquel il reproche d'avoir cédé au « qu'en-dira-t-on mélenchoniste » sur Gaza.

Olivier Faure a suggéré qu'un drapeau palestinien soit hissé sur les mairies le 22 septembre prochain, jour de la reconnaissance par la France de l'Etat palestinien. Comment avez-vous reçu cet appel ?

Comme toujours, l'enfer est pavé de bonnes intentions. L'intention d'Olivier Faure était sans doute louable et cohérente avec notre position historique : la création d'un Etat palestinien. Je milite pour cela depuis les débuts de mon engagement politique, et je soutiens la position du président Macron. C'est le seul chemin pour contrer le cycle de violences dans lequel se complaisent ceux

qui refusent cet Etat, à commencer par le Hamas, mais aussi Benjamin Netanyahu.

Brandir un drapeau palestinien, ça n'a évidemment rien d'antisémite. Mais, venant d'un chef de parti, cette injonction d'Olivier Faure piège les maires, notamment les maires PS, désormais sous pression. Chaque maire doit pouvoir apprécier souverainement ce qu'il souhaite faire dans sa ville, selon les réalités et les sensibilités locales.

Personnellement, je préfère voir côte à côte les deux drapeaux, israélien et palestinien, pour tordre le cou à ceux qui défendent encore la création d'une « Palestine libre de la mer à la rivière », au mépris de l'existence même de l'Etat d'Israël. C'est ainsi que nous préservons l'idée d'une paix fondée sur le respect des deux peuples.

Sur son compte X, Olivier Faure a aussi reproché au journaliste franco-israélien Julien Bahloul de « semer la haine, le désespoir et la mort » en n'étant pas capable d'imaginer fêter simultanément « le Nouvel an juif et l'an 1 d'un Etat palestinien ». Pourquoi avez-vous tenu à vous désolidariser de ces propos ?

Après 24 heures de sidération, et après avoir espéré en vain un retrait de ces propos ou des excuses pour ceux qu'ils ont blessés, j'ai voulu dire, avec tant d'autres socialistes : pas en notre nom.

C'est la seconde faute d'Olivier Faure, bien plus problématique pour moi que la question des drapeaux. Par sa réponse savamment alambiquée, en mêlant une fête religieuse comme Rosh Hashana et un événement géopolitique majeur, la reconnaissance de la Palestine, Olivier Faure a créé un puissant malaise par-delà les frontières de la communauté juive. Ce ne sont pas uniquement les Français de confession juive qui sont visés, mais tous les républicains sincères qui aimeraient échapper au campisme généralisé, à l'assignation identitaire permanente, au poison de la division.

Surtout, quand ce « vous » ambigu est perçu par tant et tant comme une essentialisation mortifère : si vous – sous-entendu, les Juifs – n'êtes pas capables de vous réjouir le soir de votre fête religieuse de la création d'un Etat palestinien, alors vous êtes des « semeurs de haine, de désespoir et de mort ». Bref, des soutiens de Netanyahu. Rien que ça…

« Ce ne sont pas uniquement les Français de confession juive qui sont visés, mais tous les républicains sincères qui aimeraient échapper au campisme généralisé, à l'assignation identitaire permanente, au poison de la division »

De quoi parlez-vous exactement : d'une insensibilité supposée d'Olivier Faure au vécu subjectif du peuple juif ? D'antisémitisme ?

Arrêtons un instant : personne ne fait un procès en antisémitisme à Olivier Faure. Je sais faire la différence entre Olivier Faure et Jean-Luc Mélenchon. Qu'il cesse donc d'invoquer un rayon paralysant qui viserait à détourner l'attention de ce qu'il se passe à Gaza comme le font les insoumis. Là n'est pas le cœur du problème.

Olivier Faure dénonce la « mauvaise foi crasse » de ceux qui, comme moi, lui font grief de cette formulation, plaidant que le « vous » s'adressait à son interlocuteur sur X, et pas à tous ceux qui fêteraient Rosh Hashana. Mais lorsqu'un premier secrétaire du PS se trouve réduit à faire l'exégèse de la construction grammaticale de son propre tweet, il y a un problème sérieux. Un homme politique, ça s'empêche. Un premier secrétaire du PS, encore plus. Olivier Faure ne devrait pas abîmer sa fonction et sa parole en tweetant à hue et à dia, dans un registre de conflictualisation assumée.

Quant au tweet de Jean-Luc Mélenchon en réponse à Olivier Faure, il vient souligner crûment le piège dans lequel les socialistes ne devraient pas tomber la tête la première.

A l'heure où l'on se parle, « Gaza brûle », selon les termes du ministre israélien de la Défense. Des milliers de Palestiniens fuient l'enclave. Ces querelles politiques ne sont-elles pas secondaires ?

En politique, les mots comptent. L'ambiguïté ouvre la porte à des malentendus lourds de sens et d'implications. En l'occurrence, les postures maximalistes des insoumis sur Gaza ne font que trahir la cause qu'ils prétendent défendre.

Nous devons rester fidèles à la ligne de conduite des socialistes depuis le discours de François Mitterrand à la Knesset en 1982. Cette ligne, claire et nette, doit être la nôtre : ne jamais essentialiser, pour ne jamais importer le conflit ici en France. Si cette digue a cédé pour une partie de la gauche, la voix singulière des socialistes doit demeurer. Personne n'obligeait Olivier Faure à céder au qu'en-dirat-on mélenchoniste, à cette injonction sans limite à user des mêmes mots, des mêmes thèmes, du même style.

Mais manifestement, n'est pas Mitterrand qui veut. C'est d'autant plus regrettable que nous portons une ligne juste qui doit rassembler, celle du courage de la nuance : la condamnation sans ambiguïté des attaques terroristes du Hamas le 7 octobre, la libération des otages, le cessez-le-feu pour protéger les civils palestiniens d'un massacre insupportable, la condamnation sans faille du gouvernement Netanyahu et de ses soutiens d'extrême droite, supréma-cistes et racistes. Cela va de pair avec la pression internationale et européenne pour mettre fin à la guerre à Gaza comme à la colonisation illégale en Cisjordanie, le soutien à la gauche israélienne et à la société civile, et bien sûr, la reconnaissance d'un Etat palestinien. Mais pas sous le contrôle du Hamas, ni d'aucun groupe terroriste, et en aidant la société

palestinienne à se reconstruire pour permettre sa libre auto-détermination, lui offrir la possibilité d'une perspective souveraine et démocratique.

Par cette polémique, ne craignez-vous pas d'affaiblir le PS à la veille de la rencontre avec Sébastien Lecornu ?

Que croyez-vous ? Evidemment, je suis attentif à ce que le vacarme provoqué ne couvre pas la voix des socialistes au moment où elle est tant attendue, dans un contexte politique incertain, où chacun doit se montrer plus responsable que le voisin.

Le PS a retrouvé une crédibilité essentielle, mais celle-ci est fragile. Il ne doit pas céder à la facilité de discours clivants, ni se laisser submerger par des agendas partisans qui ne répondent pas aux aspirations de la majorité des Français. Cela exige d'avoir une vision claire et un engagement ferme : une alternative crédible, centrale et rassembleuse au sein de la gauche française. Cette démarche doit aussi passer par une réaffirmation de nos valeurs républicaines et universalistes, sans quoi rien n'est possible.